

Loire
LE DÉPARTEMENT

CONFÉRENCE STRATÉGIQUE ODPE

| vendredi 7 avril 2023 |





Georges Ziegler
Président du Département de la Loire

Nicole Bruel
Conseillère départementale
déléguée à l'enfance

Loire
LE DÉPARTEMENT



Catherine Boiron
Directrice Enfance Département

Sylvie Junet
Adjointe prévention enfance
coordinatrice CRIP

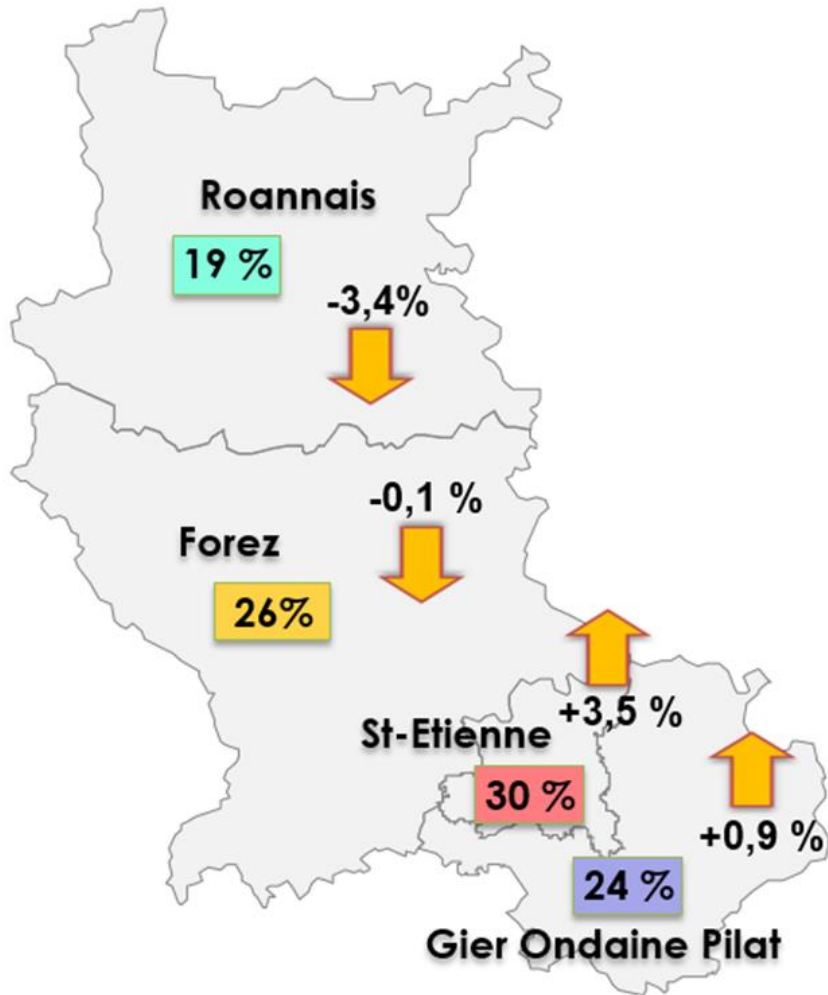
Cécile Jules
Adjointe protection de l'enfance

Stéphany Duran
Doctorante – chargée de projet handicap
Direction Enfance

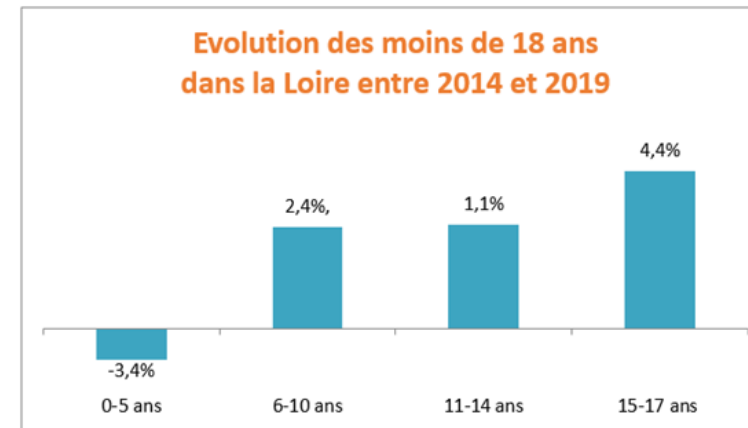


Loire
LE DÉPARTEMENT

DÉMOGRAPHIE GÉNÉRALE



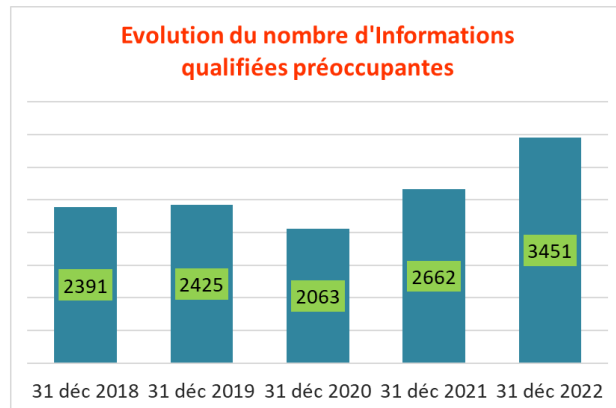
Au dernier recensement, plus de 167 205 ligériens de moins de 18 ans, soit 21,8% de la population départementale*



Source : INSEE, Recensements population 2014-2019

*Source: Insee, géographie au 01/01/2022_millésime 2019

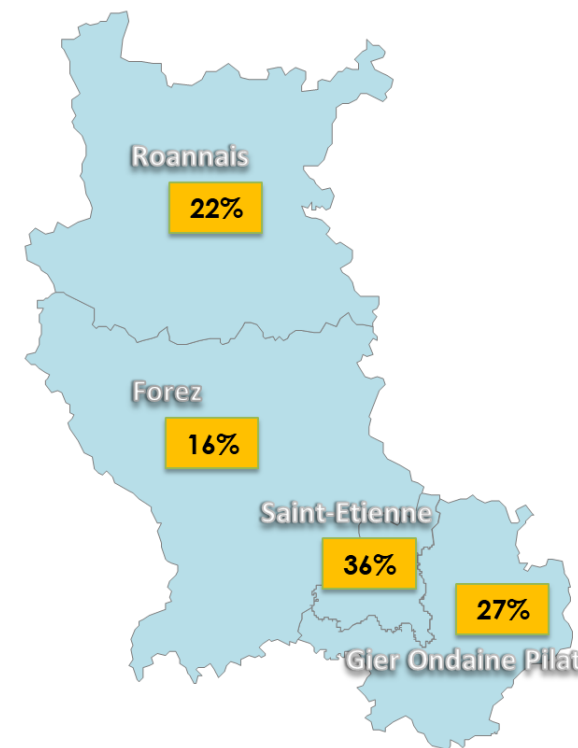
LES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES



Données 2022 Non Consolidées_Extraction 10/03/2023

- En 2022, **3590 Informations préoccupantes** ont été reçues
- **3541 ont été qualifiées**, soit **30% d'augmentation** par rapport à 2021

Répartition par Territoires des IP qualifiées en 2022



Données 2022 Non Consolidées_Extraction 10/03/2023

Les Informations préoccupantes qui arrivent dans les services de police et de gendarmerie restent en constante augmentation

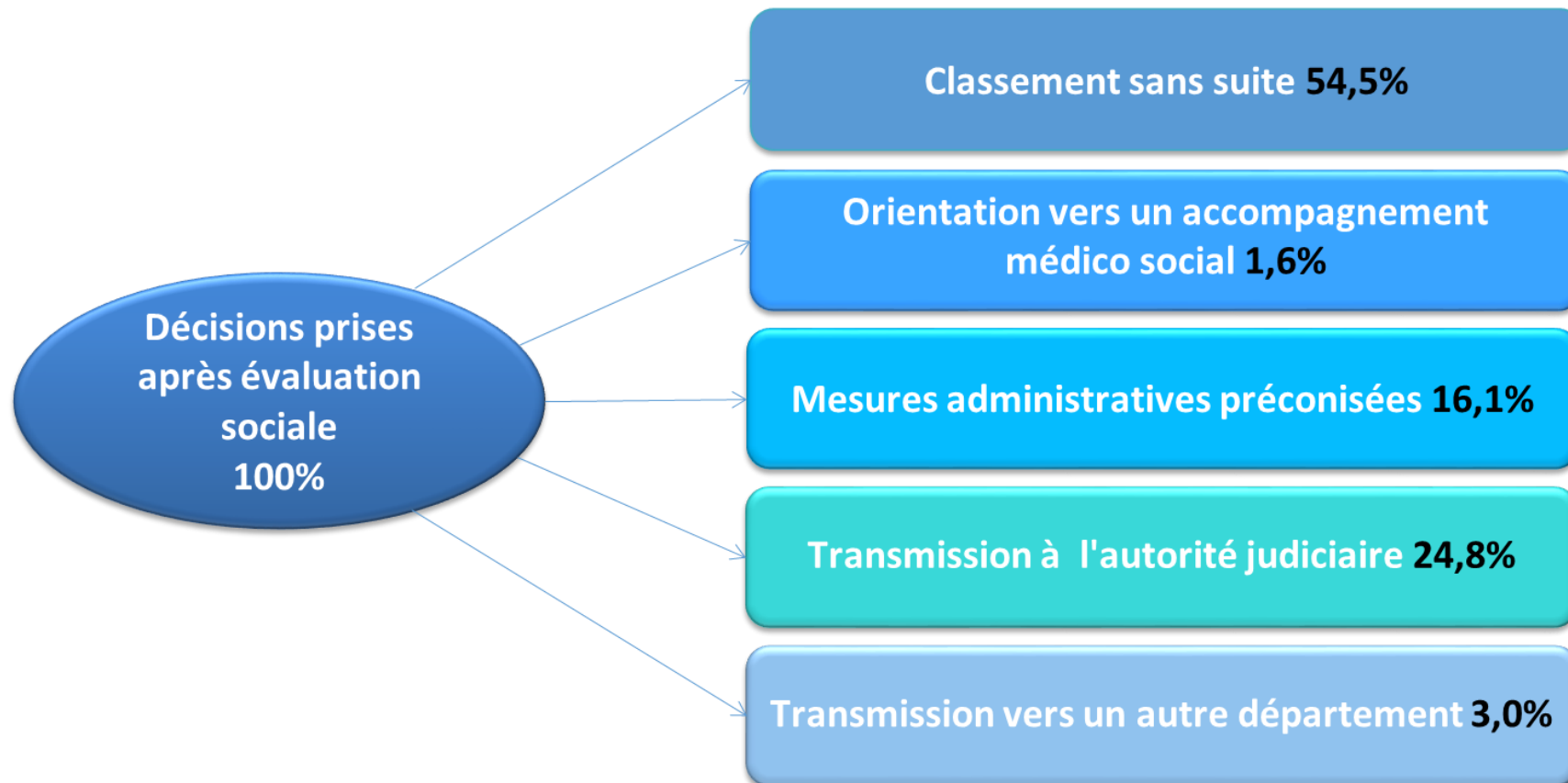
Entre 2021 et 2022, une **hausse de 36% des faits traités en zone Gendarmerie** et de **4% en zone Police**

Aujourd'hui, tout fait de violence conjugale déclenche une mesure judiciaire

En 2022, **1003 fiches de liaison Information préoccupante** ont été rédigées par les intervenantes sociales Police - Gendarmerie

LES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES

Parmi ces 3451 Informations qualifiées de préoccupantes, 54% ont nécessité une évaluation sociale



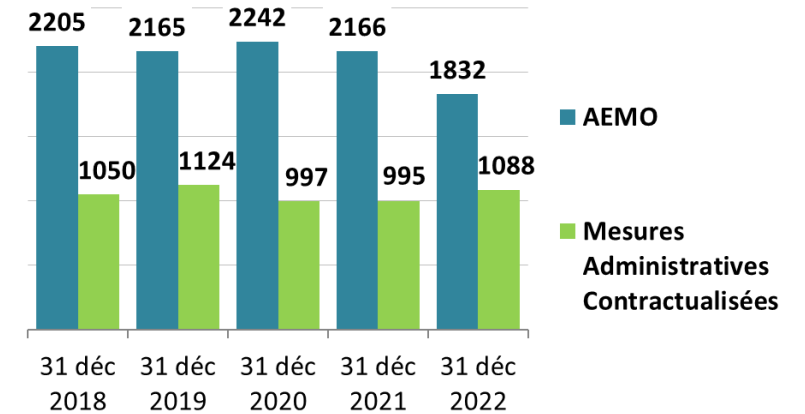
Données 2022 Non Consolidées_Extraction 10/03/2023

MESURES ÉDUCATIVES EN MILIEU OUVERT

Photographie au
31 décembre 2022

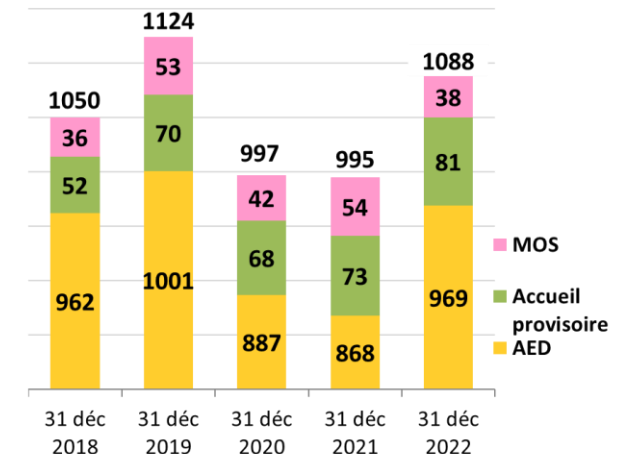
- Une diminution des **mesures judiciaires** (-17% entre 2018 et 2022) et une augmentation des **mesures administratives contractualisées** (+3,6%)
- **969 AED**, en augmentation de **+0,7%** sur la même période, de même pour les mesures d'observation et de soutien (+5,6%)
- Des **mesures d'accueil provisoire** de **+ 55,8%**

Mesures administratives contractualisées et mesures judiciaires



Données 2022 Non Consolidées_Extraction 10/03/2023

Mesures administratives contractualisées

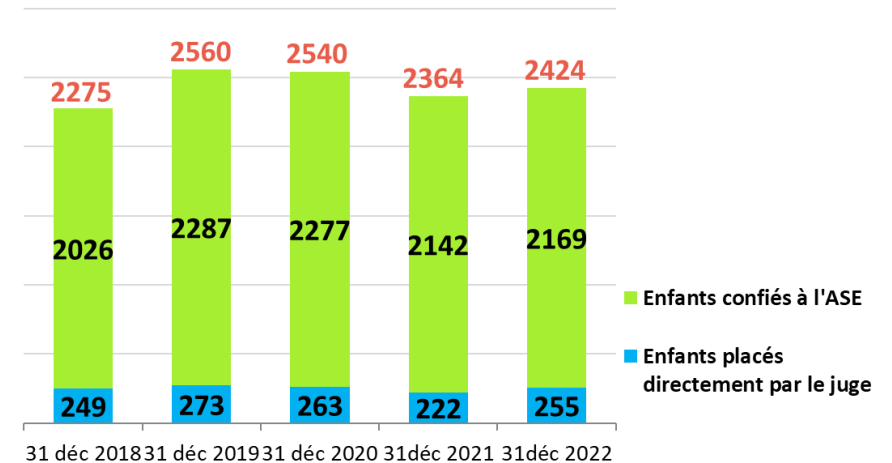


Données 2022 Non Consolidées_Extraction 10/03/2023

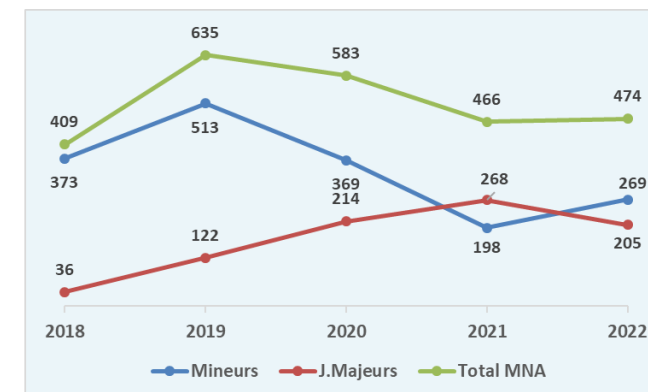
LES ENFANTS PRIS EN CHARGE PAR LE DÉPARTEMENT DONT LES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS

Photographie au
31 décembre 2022

- **2 424 mineurs majeurs** pris en charge par le département, dont **2 169** mineurs majeurs confiés à l'ASE, et **255** mineurs majeurs en placement direct
- Entre 2018 et 2022, une augmentation de +6,5% des enfants pris en charge et +7,1% d'enfants confiés à l'ASE
- Un nombre total de mineurs non accompagnés relativement stable depuis 2021, après les chiffres élevés de 2019 et 2020
- **474** jeunes pris en charge en qualité de MNA. Un nombre de **MNA mineurs (269)** dépassant celui des **MNA majeurs (205)**



Données 2022 Non Consolidées _Extraction 10/03/2023



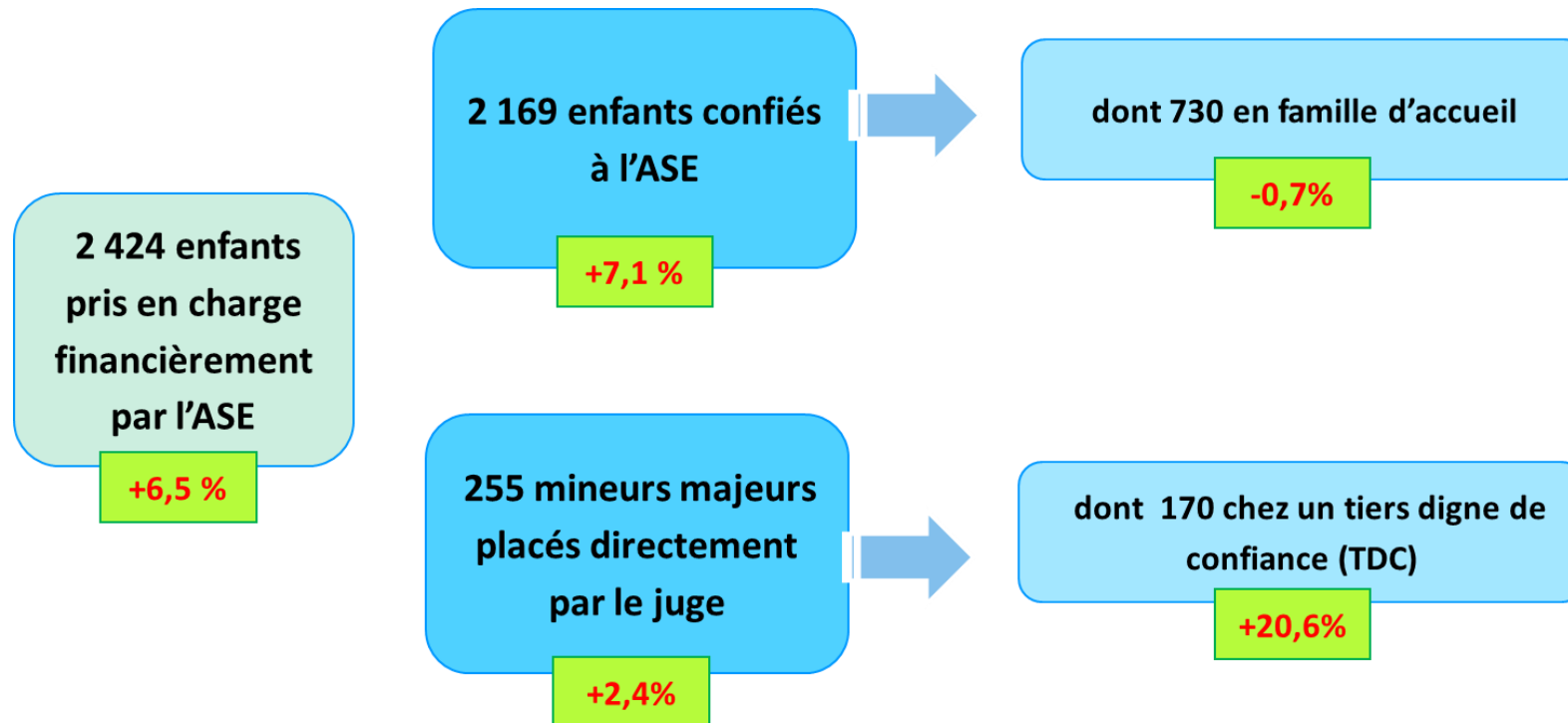
Données 2022 Non Consolidées _Extraction 10/03/2023



LES MODES DE PLACEMENTS DES MINEURS MAJEURS PRIS EN CHARGE PAR LE DÉPARTEMENT

Evolution 2018/2022

Photographie au
31 décembre 2022

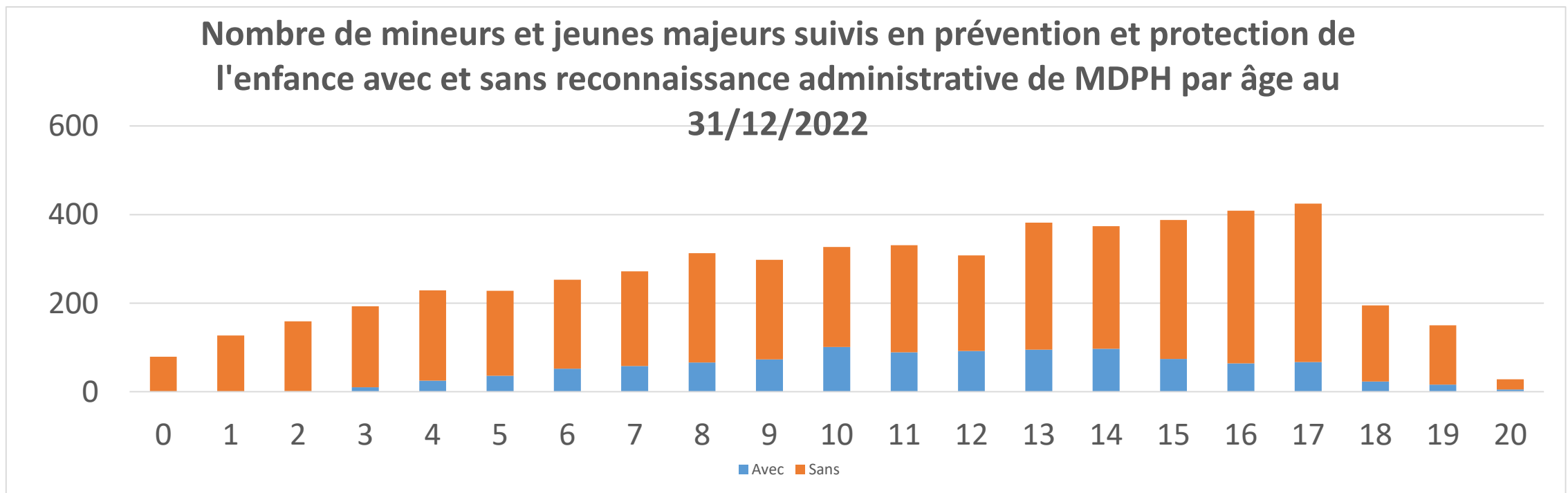


Données 2022 Non Consolidées_Extraction 10/03/2023

LES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP SUIVIS DANS LE CADRE DE L' AIDE SOCIALE A L' ENFANCE



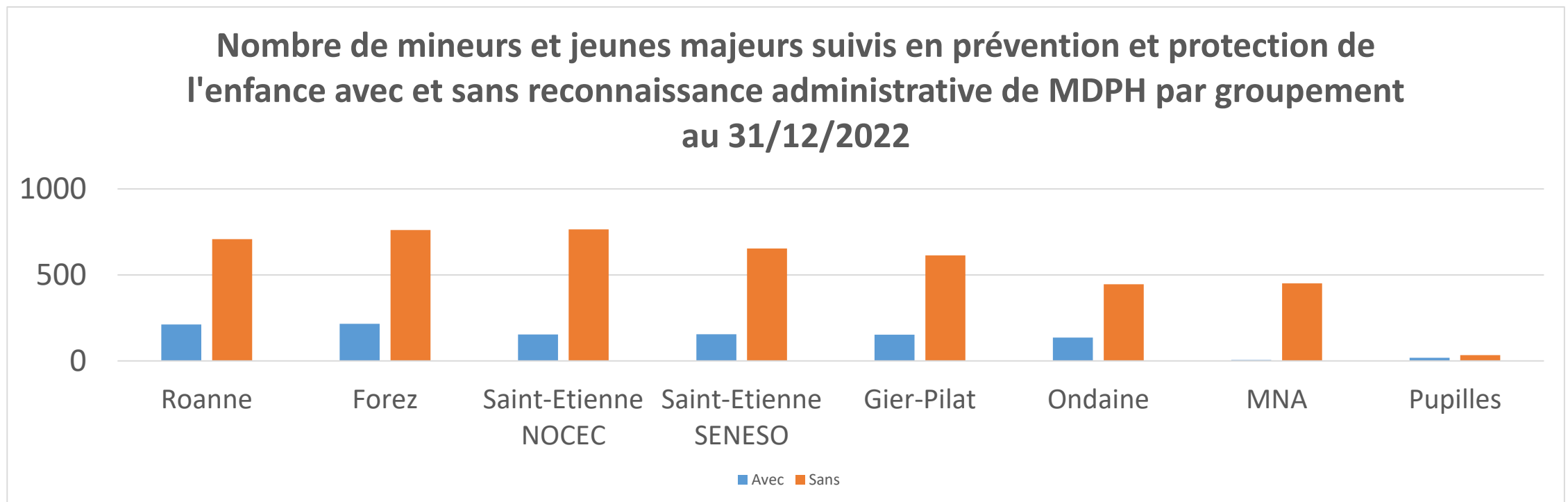
- 19% des enfants suivis par l'aide sociale à l'enfance sont porteurs d'un handicap dans la Loire
- 69% sont des garçons
- Répartition par âges



LES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP SUIVIS DANS LE CADRE DE L' AIDE SOCIALE A L' ENFANCE



- Répartition territoriale des enfants





Loire
LE DÉPARTEMENT



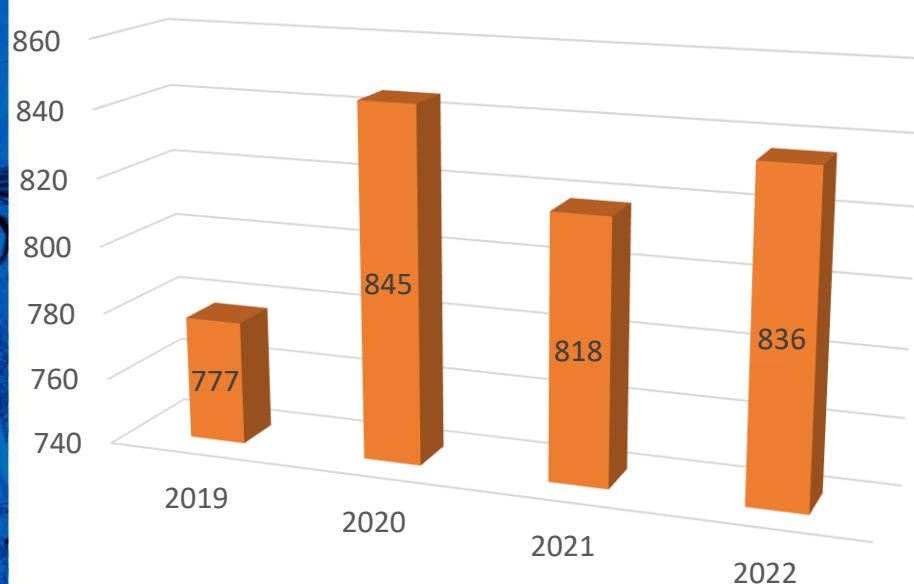
Dana Seignez

**Directrice Territoriale de la Protection
Judiciaire de la Jeunesse de la Loire**

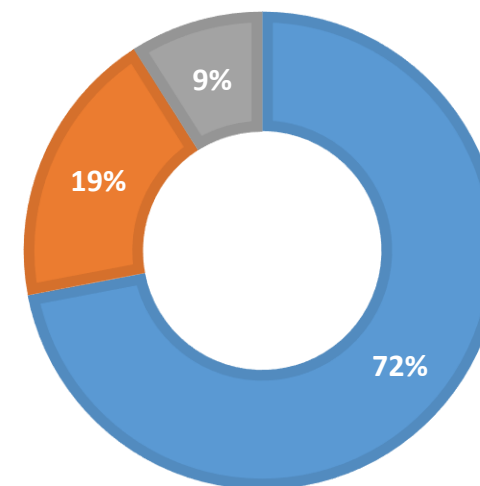


BILAN DE L'ACTIVITÉ DE LA PJJ LOIRE

- Nombre d'enfants suivis dans le cadre d'une mesure judiciaire d'investigation éducative - MJIE SP et SAH



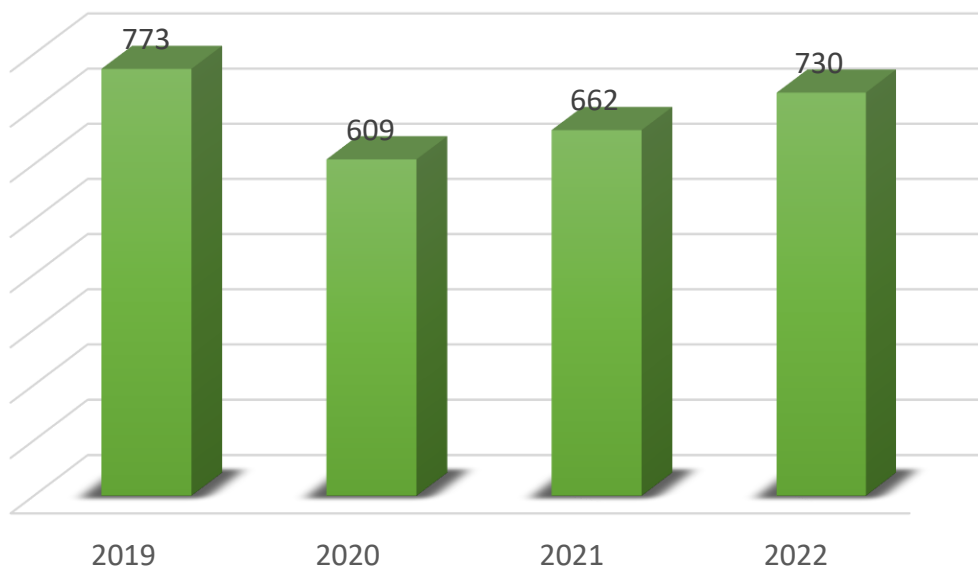
■ 0 - 12 ans ■ 13-15 ans ■ 16-18 ans



MESURES DE MILIEU OUVERT – ALTERNATIVES AUX POURSUITE, MESURE ÉDUCATIVE OU DE SURETÉ

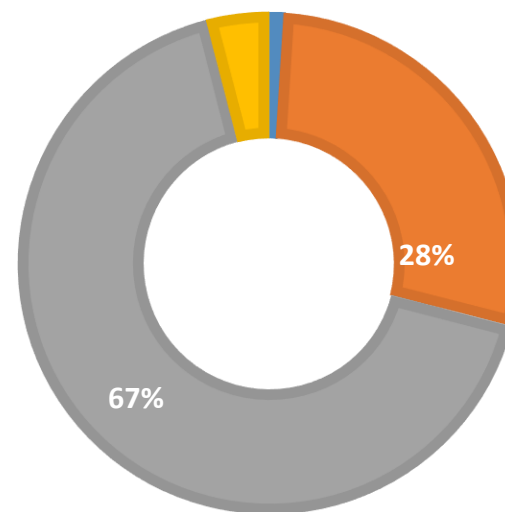
- Nombre d'enfants suivis dans le cadre d'une de milieu ouvert - SP et SAH

Nombre de jeunes suivis



AGE DES JEUNES SUIVIS

■ 0-12 ans ■ 13-15 ans ■ 16-18 ans ■ 18 ans et +



Le nouveau schéma enfance 2023- 2028

Catherine Boiron

Directrice Enfance Département

Danièle Dipoko

Conseillère Technique Direction Enfance

Romarc Flug

Directeur FDEF

Stéphany Duran

Doctorante - chargée de Projet handicap Direction Enfance

Annie Charlemoine

Chef de Service Enfance

Caroline Chetot

Adjointe service MNA Direction Enfance

Eric Bertrand

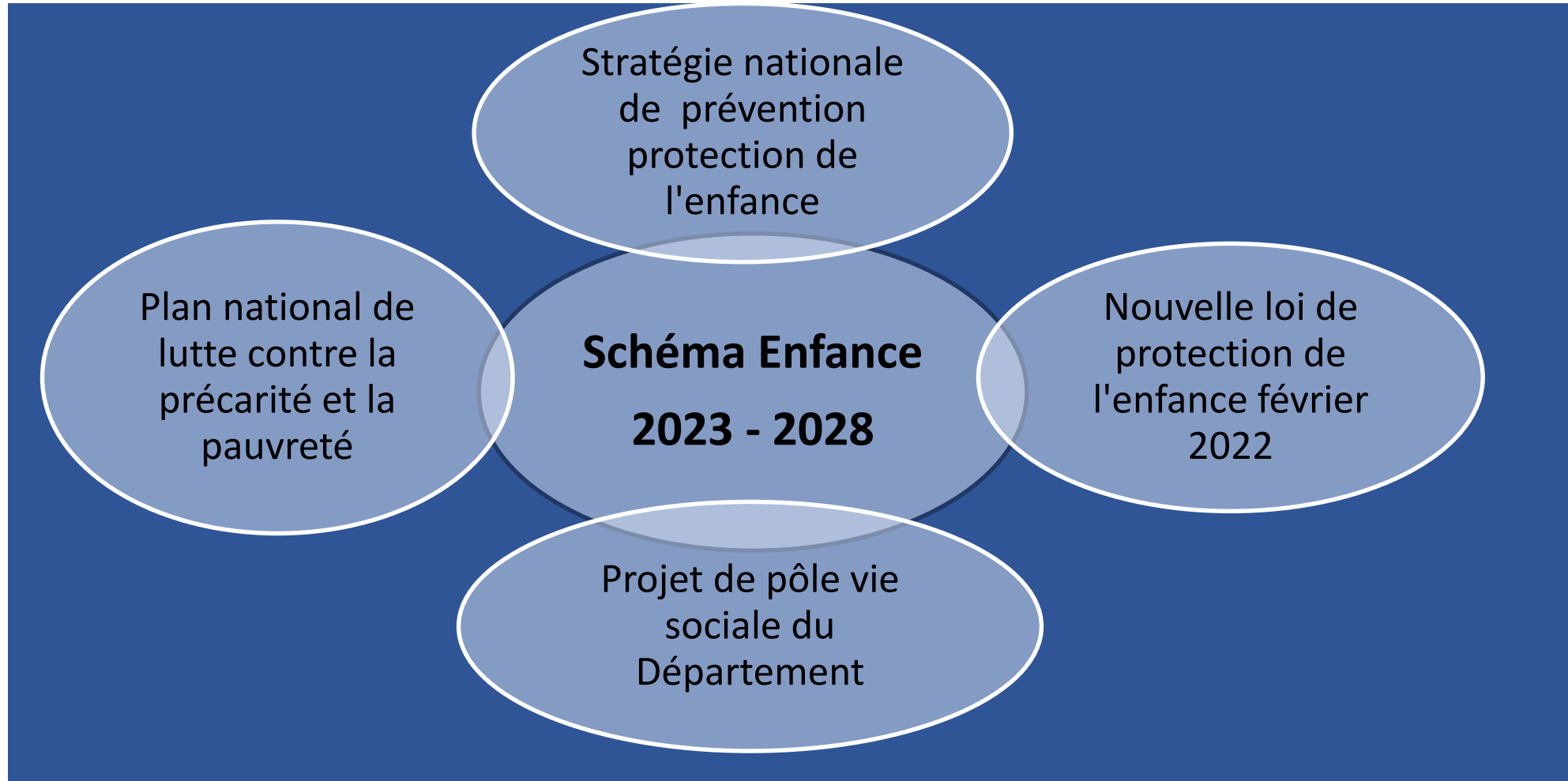
Directeur action éducative et parentale Sauvegarde 42

Muriel Sofonéa

Chargée de missions Direction Enfance Référente ODPE

The logo for the Loire Department features the word 'Loire' in a large, white, serif font, with 'LE DÉPARTEMENT' in a smaller, white, sans-serif font directly below it. The background of the entire slide is a blue-tinted photograph of four children running happily in a grassy field.

CONTEXTE DU NOUVEAU SCHEMA DEPARTEMENTAL



Une volonté institutionnelle d'un portage partenaires /Département des fiches du nouveau schéma enfance par des équipes projet dédiées

THEMATIQUE 1

FACILITER LA COOPERATION ENTRE PARTENAIRES AU BENEFICE DES ENFANTS ET LEURS FAMILLES

Fiche action 1



Intégrer le projet Pour l'Enfant comme fil conducteur du parcours de l'enfant accompagné

Ses objectifs

- Aider au déploiement du PPE auprès des équipes en prévention et protection de l'enfance,
- Mise en place d'action de formation au PPE en complément de l'outil d'évaluation en commun,
- Intégrer le PPE dans une logique d'accompagnement en mode projet,
- Partager un support unique d'écriture du PPE,
- S'appuyer sur l'expérience des équipes qui mettent en place le PPE,
- Organiser des formations croisées entre équipes autour du PPE.

L'équipe projet

- CAPSO – LVA La Salamandre – CRIP – Service social de secteur – Service enfance et MNA

Mise en œuvre

- Fiche qui s'engage après un séminaire départemental en décembre 2022 sur le thème du PPE
- Une première rencontre de l'équipe projet en février 2023 avec la volonté de construire une maquette d'élaboration du PPE et ses étapes, les outils et ressources nécessaires pour accompagner le PPE

THEMATIQUE 1

FACILITER LA COOPERATION ENTRE PARTENAIRES AU BENEFICE DES ENFANTS ET LEURS FAMILLES



Fiche action 2

Les actions collectives pour « *aller vers* » et « *faire avec* » les enfants et leurs familles

Ses objectifs

- Remettre en place des journées thématiques « rencontres autour des actions collectives » sur les territoires – forum ouvert autour des actions collectives.
- Engager une démarche Marketing : développement outils internes (flyers, intranet).
- Engager des journées partage de savoirs et d'outils de mise en place des actions collectives en s'appuyant sur les groupes ressources des territoires et le savoir-faire partenarial.
- Sensibiliser à nouveau les professionnels sur les questions du pouvoir d'agir des publics.

L'équipe projet

La Sauvegarde 42 – Protection Judiciaire de la Jeunesse – Service social départemental – PMI – Enfance – Service MNA

Mise en œuvre

Une première rencontre de l'équipe projet en mars 2023 : volonté d'une journée phare départementale autour des actions collectives avec la volonté d'associer le public accompagné

Fiche action 3

Des parents accompagnés, partenaires et contributeurs à la politique enfance

Ses objectifs

- Développer d'autres partenariats (associations de représentants des familles) autour de la participation des familles.
- Impliquer de nouveaux professionnels dans la dynamique de groupe des parents constitués depuis le dernier schéma.
- Mobiliser les professionnels pour coopter de nouvelles familles à participer au groupe des parents.
- Développer la sensibilisation au partage des savoirs – méthode d'ATD Quart Monde.
- Faciliter le développement du réseau des conférences familiales et la mise en œuvre des conférences familiales.
- Soutenir et poursuivre le travail engagé avec les établissements autour des Conseils à la Vie Sociale.
- Encourager les essais (déjà repérés sur l'ancien schéma) pour associer et impliquer différemment les familles dans les prises de décision sur leurs situations.

L'équipe projet

ADMR – CRIP – ENFANCE – MECS L'Angélu & les Marmousets – l'Agasef- ATD Quart Monde – Service Social de secteur – Université Jean Monnet de St Etienne

Mise en œuvre

Première équipe projet mars 2023 – volonté de poursuivre le travail engagé avec état des lieux et nouveaux contacts avec les associations de représentations des familles accompagnées.

Fiche action 4

Le pouvoir d'agir des jeunes : engager une représentation collective des jeunes au sein des instances de l'ODPE, agir pour une renaissance de l'ADEPAPE 42

Ses objectifs

- S'appuyer sur le savoir-faire et les outils de l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives autour de la participation des publics en complément du travail sur la thématique des jeunes majeurs.
- Sensibiliser et convaincre les professionnels de la participation des jeunes et du pouvoir d'agir des jeunes.
- Constituer le réseau des jeunes par cooptation et campagne de communication spécifique.
- Etre facilitateur pour la création de cette nouvelle dynamique de groupe.
- S'appuyer sur les nouvelles modalités de communication (réseaux sociaux, pour travailler et échanger avec les jeunes).
- Soutenir ce nouveau réseau des jeunes pour : les intégrer dans une dynamique institutionnelle, asseoir l'organisation de leur réseau et la structuration de leur association.
- Accueillir une représentation de l'association des jeunes au sein des instances de l'ODPE.
- Intégrer les propositions et actions des jeunes dans les débats autour de la politique enfance.
- Travailler avec l'ADEPAPE 42 pour aider les jeunes à se construire un réseau social avant l'arrivée à leurs majorités.

THEMATIQUE 2

GARANTIR LA PLACE DES PUBLICS AU SEIN DE LA POLITIQUE ENFANCE DEPARTEMENTALE

L'équipe projet

- Association Rimbaud – FDEF – Enfance – ANSA – Service MNA – Service Adoption

Mise en œuvre

- Première équipe projet mars 2023 – volonté de soutenir les jeunes dans le développement de la nouvelle Adepape42 et se mettre à leur disposition – organisation des temps de rencontres des jeunes dans les MECS – organisation prochaine d'une rencontre de l'équipe projet avec le nouveau bureau de l'ADEPAPE42 volonté de ne pas faire à leur place et sans eux.

THEMATIQUE 3

ASSURER LA CONTINUITE DES PARCOURS DES ENFANTS ACCOMPAGNES



Fiche action 5

Mise en œuvre de nouvelles modalités d'accompagnement pour consolider un projet d'avenir pour les jeunes sortant de l'ASE

- Travailler au développement du réseau social des enfants lors de la minorité pour prévenir la solitude et le décrochage à la majorité,
- Développer le parrainage et la pair-aidance,
- Poursuivre le comité technique d'accompagnement des jeunes majeurs afin d'impulser une dynamique collective entre les différents territoires - en appui aux travailleurs sociaux jeunes majeurs,
- Travailler avec l'ADEPAPPE pour soutenir certains jeunes en sortie de dispositif de protection de l'enfance,
- S'appuyer et développer le réseau partenarial impulsé, dans le cadre de la construction du référentiel d'accompagnement jeunes majeurs (missions locales, logement, secteur médico-social, CROUS...),
- En interne au Département, travailler en transversalité avec les Directions du logement et le service social de secteur,
- S'appuyer sur le soutien de REHACOOR 42 pour les jeunes en troubles psychiques (dispositif de la stratégie de prévention et protection de l'enfance),
- Mettre en place l'obligation de rappel à 6 mois des jeunes n'ayant pas signé de CJM.

THEMATIQUE 3

ASSURER LA CONTINUITÉ DES PARCOURS DES ENFANTS ACCOMPAGNES

L'équipe projet

- Enfance – ANEF – Protection Judiciaire de la Jeunesse – CRIP

Mise en œuvre

- Après la présentation du nouveau référentiel d'accompagnement des jeunes majeurs à l'ensemble des professionnels de l'enfance, volonté de l'équipe projet de porter ce référentiel auprès des partenaires pour déployer un réseau de soutien notamment vers le droit commun.

Fiche action 6

Soins, santé et Handicap en protection de l'enfance : comment mieux répondre ?

- Ouverture d'un nouvel établissement pour les jeunes en situation complexe,
- Lacement d'une équipe mobile handicap mis en place par l'ARS et le Conseil Départemental pour une meilleure connaissance du handicap (stratégie prévention protection de l'enfance),
- Mise en place d'un dispositif partenarial d'intervention précoce et d'appui pour les jeunes atteints de troubles psychiques, en situation de handicap et suivis par l'enfance,
- Expérimentation d'une action d'accompagnement par la danse d'assistants familiaux accueillant des enfants en trouble du comportement,
- Mener une campagne de sensibilisation auprès des établissements et des assistants familiaux sur la santé dans le quotidien,
- Relancer la sensibilisation auprès des internes des hôpitaux autour de la prévention et protection de l'enfance,
- Mettre en place des formations communes CHU et professionnels de la politique Enfance,
- Engager le rapprochement entre social et médico-social à partir de formations communes portées par l'ARS et l'ODPE,
- Apporter une meilleure connaissance du handicap et mettre en place des temps commun entre enfance et ESMS,
- Travailler avec la communauté 360 comme partenaire de soutien à la construction des prises en charge des enfants en situation complexe, en lien avec le droit commun.

THEMATIQUE 3

ASSURER LA CONTINUITÉ DES PARCOURS DES ENFANTS ACCOMPAGNÉS

L'équipe projet

- CHU – MDPH – ENFANCE – ADAPEI Loire – Association les 2 Collines – Le COMEDE – CRIP

Mise en œuvre

- Première équipe projet 28 avril 2023
- Plusieurs actions ont déjà démarré et se poursuivront dans le cadre du schéma

La représentation des jeunes ayant eu un parcours à l'Aide Sociale à l'Enfance dans la Loire

Présentation vidéo de la nouvelle ADEPAPE 42



Loire
LE DÉPARTEMENT



adepape
42

adepapedelaloire@gmail.com



Loire
LE DÉPARTEMENT

Présentation de l'association ADEPAPE 42.mp4



Loire
LE DÉPARTEMENT

ADEPAPE42_Equipe.mp4

Le nouvel outil de l'ODPE de la Loire

A photograph of four children running happily across a grassy field, overlaid with a blue tint. The children are in the foreground, and their movement is captured with a slight blur, conveying a sense of joy and activity.

Loire
LE DÉPARTEMENT

[Accueil - ODPE \(loire.fr\)](http://loire.fr)

Isabelle Lacroix

**Maîtresse de conférences en sociologie
Université Versailles St Quentin Paris Saclays
Laboratoire Printemps – CNRS -**

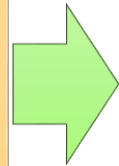


Loire
LE DÉPARTEMENT

***La participation des jeunes en protection
de l'enfance au sein des Conseils de la vie
sociale et des associations d'entraide :
un levier d'intégration sociale dans la
transition vers la vie adulte ?***

D'OÙ JE PARLE ?

Sociologue de formation
Recherches sur l'engagement militant durant de nombreuses années



-Explorer les questionnements de la science politique en protection de l'enfance.
-Renouveler le regard sur les jeunes en situation de vulnérabilité



Engagement des jeunes dans les

- Comités résidents et usagers (Québec) ; CVS (France).
- Recherche sur le associations de placés et d'anciens placés au Québec et en France

Equipe de recherche internationale: I. Lacroix (coord.), R. Vargas-Diaz, I Leclair-Mallette, M. Goyette, I. Frechon

CONTEXTUALISATION DE LA RECHERCHE

UN CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE QUI IMPULSE LA PARTICIPATION CITOYENNE DES ENFANTS ET DES JEUNES



- L'emploi des mots « participation », « engagement » => injonction dans le discours actuel et dans l'intervention publique et associative auprès des jeunes dans diverses sphères de vie (études, travail, etc.).
- Au Ministère de la jeunesse : Service civique, Service national universel, contrat d'engagement des jeunes, etc.
- Mise en scène des conseils municipaux d'enfants en particulier dans la presse locale.

EMERGENCE DE LA PARTICIPATION DES JEUNES EN PROTECTION DE L'ENFANCE

CIDE/Loi 2002-2/
Contractualisation A.
Taquet



Un engouement politique

- Parents et jeunes longtemps ABSENTS de cette politique publique
- Ces trente dernières années, volonté juridique de positionner les parents et les jeunes dans une démarche plus active et participative



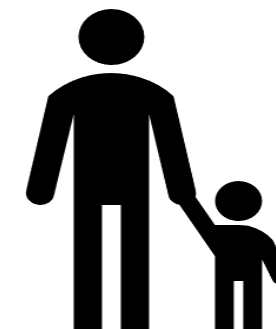
Un difficile changement de paradigme dans les pratiques

- Des rapports publics, recherches et prises de parole des associations d'anciens placés font état d'un décalage entre le cadre législatif et l'effectivité de cette participation.
- Faible développement d'action collective des jeunes favorisant leur citoyenneté politique mais également faible participation aux décisions qui les concernent.

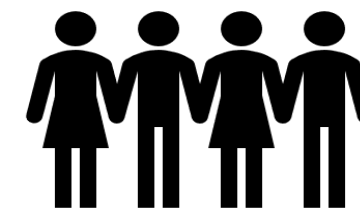
DEUX TYPES DE PARTICIPATION EN PROTECTION DE L'ENFANCE



Dans un cadre individuel :
participation au projet socio-éducatif,
aux décisions qui les concernent



Dans un cadre collectif : participation en tant que
groupe de parents ou de jeunes au fonctionnement
de l'établissement ou à l'évaluation de cette politique
publique.



L'EXISTENCE JURIDIQUE DES DROITS DES USAGERS NE SUFFIT PAS À GARANTIR SON EFFECTIVITÉ



Participation individuelle à la fois dans la quotidienneté du service et dans les multiples supports formels prévus par les lois du 6 juin 1984, et du 2 janvier 2002.

Selon les services, le mineur est plus ou moins impliqué dans ces différents supports.

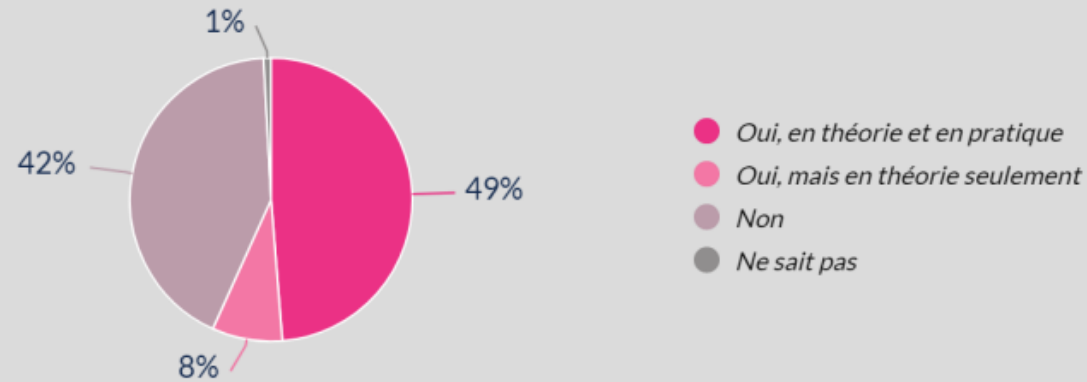
- Le projet pour l'enfant
- Le contrat de séjour
- Le DIPC (Document individuel de prise en charge)
- Le projet personnalisé
- Le rapport d'évaluation, etc.

Participation collective

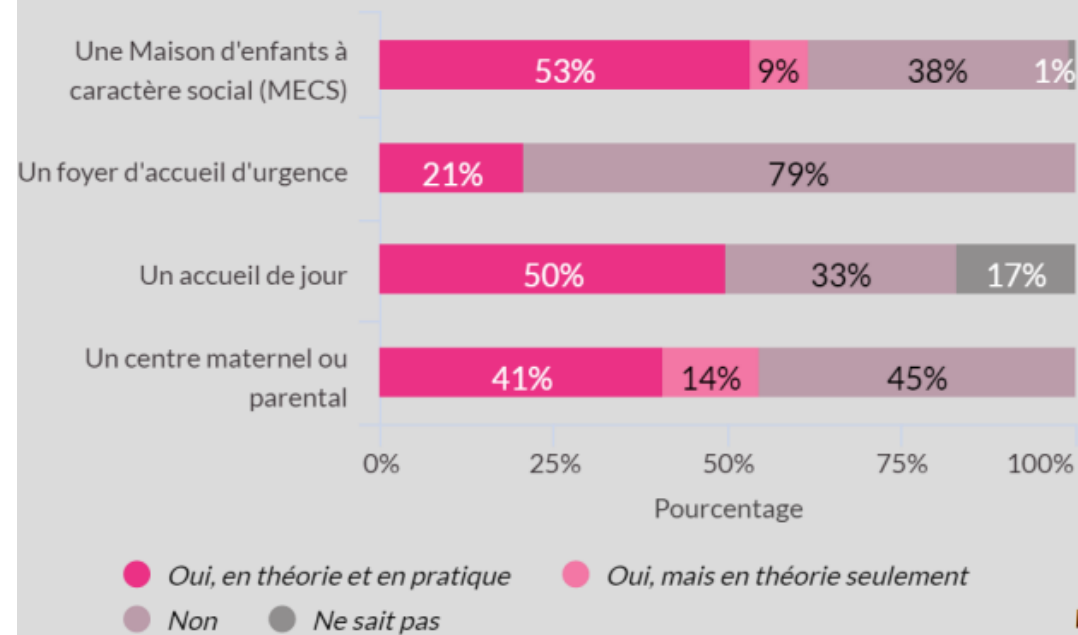
- Les CVS ou groupes d'expression : Difficultés de mise en œuvre. Enquête ANSA-DGCS
- Augmentation des comités de jeunes dans les ODPE, Cf. notes de l'ONPE.

ENQUÊTE ANSA (2021)

Existe-t-il un Conseil de vie sociale (CVS) au sein de votre établissement ?



Existence d'un conseil de vie sociale (CVS) par type de structures



Note d'actualité

État des lieux de la mise
en place des observatoires
départementaux de la
protection de l'enfance
en France en 2020

MAI 2021



- En 2020, l'ONPE note une augmentation notable de la mise place d'instances de type « comité des usagers » avec 17 ODPE concernés (ils n'étaient que 2, quatre ans plus tôt). La mise en place et l'organisation de ces comités est l'une des préoccupations majeures d'un nombre conséquent d'ODPE en France en 2020.
- Cette augmentation est le produit de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance mise en œuvre par le secrétaire d'État chargé de la Protection de l'enfance Adrien Taquet.

DES JEUNES EN « DIFFICULTÉ » DÉNUÉS DE POTENTIEL DE MOBILISATION ?



- Une invisibilisation scientifique de leur engagement
 - Des jeunes le plus souvent étudiés sous l'angle de leur vulnérabilité et non de leur pouvoir d'agir
 - Des jeunes invisibles dans les études sur les « mobilisations improbables »
 - Une littérature sur l'engagement qui regarde peu les lieux de vie de ces jeunes en difficulté
- Peu de recherches sur les groupes de jeunes en difficulté qui cherchent à changer les pratiques ou la politique qui les affectent

RECUEIL DES MATÉRIAUX SUR LES LIEUX DE PLACEMENT

QUÉBEC



- *Entretiens*

- auprès de 10 jeunes des **comités des résidents et des usagers** de deux centres jeunesse.
- auprès de 4 intervenants animant les dispositifs de participation.

- *Documentation institutionnelle*

FRANCE

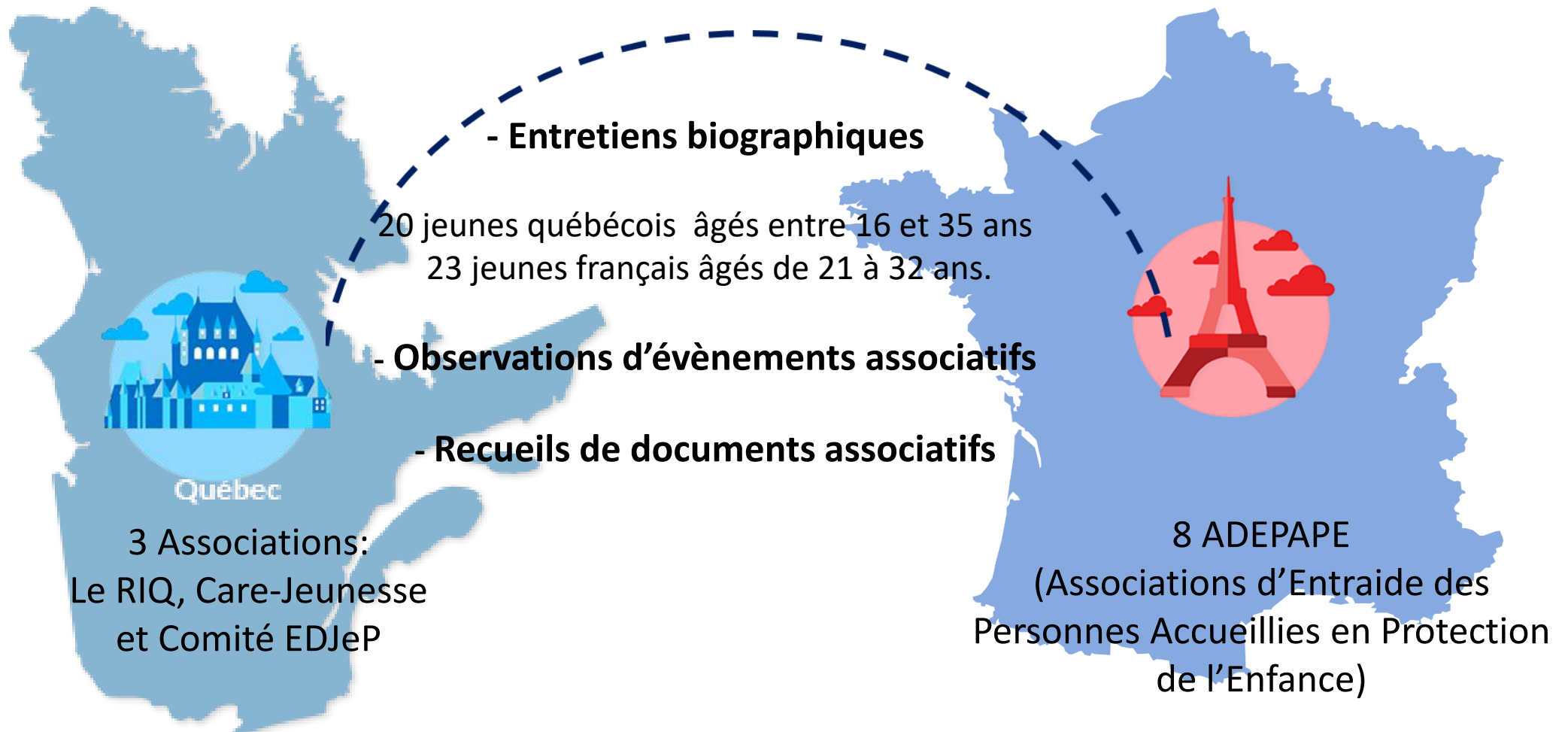


- *Entretiens*

- auprès de 7 jeunes impliqués dans les **Conseils de la Vie Sociale (CVS)**
- auprès de 4 intervenants animant les dispositifs de participation

- *Documentation institutionnelle*

RECUEIL DES MATÉRIAUX DANS LES ASSOCIATIONS D'ENTRAIDE



DES JEUNES ÉLOIGNÉS AU DÉPART DE L'ENGAGEMENT



- L'absence ou la faible présence d'une socialisation familiale à l'engagement.
- Des obstacles forts à l'engagement (plus faibles capitaux scolaires, problèmes de disponibilité temporelle et mentale, survie socio-économique).
- D'autres espaces de socialisation en amont du placement et des figures d'adultes et de pairs soutenant leur pouvoir d'agir influencent grandement leurs parcours d'engagement.
- Un engagement qui se construit au fil de l'implication dans les dispositifs participatifs et les associations d'entraide.
- Les travailleurs sociaux, comme « bougie d'allumage » de leur engagement.

DANS LES COMITÉS DES RÉSIDENTS ET USAGERS OU CVS

RAISONS INITIALES DE S'ENGAGER DANS LES COMITÉS DES RÉSIDENTS ET DES USAGERS OU CVS

- La nourriture et la convivialité
- Avoir un lieu d'expression
- Avoir la maîtrise de leur vie
- Être informé
- Aider les autres

« Je me suis impliqué là parce que je trouvais que les gars à mon foyer y chialaient beaucoup sur certaines affaires mais personne voulait s'impliquer pis moi à les entendre chialer, je me suis présenté là-bas pour essayer d'justement de rendre le foyer plus comme, [...] qu'les gars se sentent mieux, qu'ils se sentent plus chez eux, que je puisse essayer de subvenir à leur besoin en apportant les points qu'eux autres sont pas nécessairement contents ou en accord avec ça » (Erwan, 17 ans).

Apports individuels de la prise de parole collective pour les jeunes et l'institution de placement

- ✓ Apprentissage de la prise de parole
- ✓ Amélioration de leur timidité et de l'écoute des autres
- ✓ Une connaissance de leurs droits et des contraintes de l'institution
- ✓ Développement de leur altruisme à travers leur rôle de représentant des jeunes de leur unité
- ✓ Un sentiment d'appartenance à un groupe positif.
- ✓ Se retrouver en position d'acteur

« ben c'est le fun parce qu'ils demandent comment est-ce que ça va dans l'unité, s'y a des affaires qu'on n'a pas aimé » (adolescent, CJ)



APPORTS COLLECTIFS DE LA PRISE DE PAROLE COLLECTIVE POUR LES JEUNES ET L'INSTITUTION DE PLACEMENT



- ✓ Une pacification des conflits: lié à leur connaissance des contraintes de l'institution et parce que les jeunes engagés jouent un rôle d'intermédiaire entre les jeunes pairs et l'institution
- ✓ Une amélioration des conditions de placement
- ✓ Des intervenants des comités qui regardent les jeunes autrement que par leur accompagnement socio-éducatif



DANS LES ASSOCIATIONS D'ANCIENS PLACÉS

DES RAISONS DE S'ENGAGER EN LIEN AVEC LE CONTEXTE D'ENTRÉE DANS LA VIE ADULTE

- Qu'ils soit québécois ou français, leurs difficiles conditions de transition et leur besoin de soutien opèrent comme des déclencheurs de leur engagement.
- Leur entrée dans ces associations est un moyen de prolonger une trajectoire institutionnelle de protection :
 - Les jeunes interviewés « frappent à la porte » de l'ADEPAPÉ pour des financements de logement, de permis de conduire, de poursuite d'études, etc.
 - Sans subventions publiques, les ateliers offerts par les associations québécoises (apprendre à remplir une fiche d'impôts ou un bail, ateliers cuisine, etc.) leur permettent d'acquérir des habilités de base pour faire face à la transition.
 - Le support moral est parmi l'une des principales raisons initiales de s'engager. L'âge de la majorité s'accompagne de la rupture des liens avec les réseaux institutionnels de la protection de l'enfance.

LA RECHERCHE DE RESSOURCES MATÉRIELLES

« c'était bon pour moi de partir en fait en logement étudiant et en fait pour me guider, pour trouver si tu veux une caution...il faut bien une caution pour le logement[...] L'ASE de S. m'a dit, moi, je connais l'ADEPAPE [*du département étudié*], donc il pourra sûrement t'aider, donc il m'a donné les coordonnées, et c'est comme ça que j'ai connu l'ADEPAPE. J'ai pris contact du coup avec l'ADEPAPE. Ils ont pu m'aider, j'ai pu avoir la résidence étudiante pour accéder en licence de psychologie ».

(Gabriel, 21 ans, ADEPAPE).



LA RECHERCHE DE SUPPORT MORAL

«Le côté humain c'est plus important que l'aspect financier. L'aspect financier, on va payer une facture d'eau, puis voilà. Mais les problèmes personnels, c'est important de les écouter. Ici, ils viennent, ils discutent, puis après il y a l'échange, il y a peut-être une solution, une voie qui s'ouvre, améliorer quelque chose »
(Nicolas, 28 ans, ADEPAPE)

« Alors tsé je me disais... ben si y'était proche de ses frères, ses sœurs, ses parents, c'est probablement eux qu'il aurait texté, mais là c'était nous tsé. »
(Coordonnatrice du RIQ)





Je

Raisons initiales de
s'engager

Collectivisation

Nous

Raisons pour maintenir
l'engagement

Trajectoires d'engagement des jeunes :
des multiples trajectoires individuelles
qui se collectivisent

- **Entraide et création d'un réseau**

- Des liens de sociabilité à une famille de substitution. « C'est la maison familiale ».
- Une organisation qui pallie à des tâches qui relèvent pour les jeunes de la population générale de l'aide parentale (ouverture d'un réseau professionnel; aide au déménagement, etc.).

- **D'une socialisation aux droits à une expertise expérientielle**

- Apprentissage du droit et des codes de l'action publique.

DE LA CONSCIENTISATION COLLECTIVE A LA MOBILISATION POLITIQUE



- **Retournement du stigmat**

- Le poids du regard « jugeant » qu'ils vivent quotidiennement s'atténue dans ces associations
- Le travail de revalorisation des parcours de vie des jeunes anciennement placés : la place du témoignage de réussite

- **Mobilisation dans l'espace public**

- De la rue pour toit au collectif #larueà18ans en France
- Des communiqués de presse à la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse sous la présidence de madame Régine Laurent, au Québec

**« Agir pour la protection de l'enfance, en sorte qu'aucune personne ne puisse subir la même chose que j'ai pu subir et améliorer aussi le système aussi au maximum, donc en fait, tout ça, c'est venu de là. »
(Demba, 22 ans, Repairs!)**

« Aujourd'hui, mon engagement, c'est vraiment parce que, sans être fataliste, pour moi, il y a de choses qui seront irréversibles, mais je me dis, pour ceux qui viennent par la suite, il y a encore la possibilité de changer les choses, de les améliorer. »

(Charlène, 31 ans, EDJeP)



DISCUSSION CONCLUSIVE

DEUX AXES DE RÉFLEXION



- Le fait que l'engagement s'apprend.
- Ce qui s'apprend dans l'engagement.

- La participation, un processus qui s'inscrit sur le temps d'une trajectoire de socialisation qui développe l'appétence à la participation.
- Les dispositions à s'engager se construisent dès le plus jeune âge, au travers de discussions politiques au sein de la cellule familiale, et par une implication en tant que délégué de classe ou dans différentes espaces de participation collective à l'école ou dans le secteur associatif.
- La participation et l'engagement s'apprennent.
- Pour les jeunes de l'aide sociale à l'enfance, cette socialisation familiale précoce à s'investir dans l'espace public est le plus souvent absente.
- L'on sait que le sentiment de compétence politique dépend le plus souvent du milieu social d'origine.

- Importance de la formation à l'engagement
- Réfléchir également à l'offre de participation proposée dans les dispositifs de participation.
- Certaines actions comme la prise de parole, le recours à l'expression de soi, exigent des dispositions sociales plus facilement accessibles à des jeunes issus de milieux favorisés et à compétences scolaires élevées » (Bellarbre, Déan, 2017) .
- Il s'agit donc de diversifier les types de participation pour ne pas exclure les moins dotés scolairement et réaliser des activités qui n'engagent pas que des compétences scolaires.
- La formation des jeunes et les offres de participation ne suffisent pas à elles seules à susciter leur participation et leur engagement. Importance des dynamiques relationnelles (Becquet, Goyette, 2014).

CE QU'ON L'APPREND

- Durant le placement, aller au-delà de l'autonomie matérielle : l'autonomie de la volonté (Join-Lambert, 2006)
- Faible développement des compétences psychosociales pendant le placement
Source. La santé en action, n° 431, mars 2015, INPES

COMPETENCES SOCIALES	COMPETENCES COGNITIVES	COMPETENCES EMOTIONNELLES
ECOUTE ACTIVE	COMPETENCE DE PRISE DE DECISION	GESTION DE LA COLERE
EMPATHIE	PENSEE CRITIQUE ET AUTO-EVALUATION	GESTION DU STRESS
CAPACITES DE RESISTANCE ET DE NEGOCIATION		CONFIANCE EN SOI ET ESTIME DE SOI
COOPERATION		
PLAIDOYER		

Quelles sont les éléments qui empêchent la participation au regard de l'organisation ?

- **Du côté de l'organisation :**

- Des processus et des pratiques « bureaucratiques », une culture managériale et un manque de temps disponible
- La charge de travail et l'étendue des tâches administratives
- Les gestionnaires et chefs de service, place centrale dans toute stratégie de changement ou la résistance à impulser une nouvelle dynamique

Quelles sont les éléments qui empêchent la participation au regard de votre pratique ?

- **Du côté des pratiques :**

- Difficultés à communiquer avec les enfants
- Représentations et conceptions de l'enfant, de l'enfance et de la protection.
- Le manque de formation sur la question de la participation.
- L'autonomie des jeunes est fortement liée à l'autonomie concédée aux professionnels dans le cadre de leur travail.
- Le manque de ressources allouées aux professionnels pour mettre en œuvre les dispositifs de participation.

DIRECTEUR DE MECS SUR LES DIFFICULTÉS DE MISE EN PLACE DES CVS :



- « Les [*jeunes*] professionnels, ils ne sont pas formés aux techniques d'animations de groupe. [...] Aujourd'hui on est beaucoup dans l'analyse un peu individuelle et clinique des situations, des dispositifs. On s'est beaucoup individualisé. Alors on a gagné en recherche et en conceptualisation, on a des éducateurs beaucoup plus formés, capables d'écrire, de faire des rapports, de problématiser une situation, de conceptualiser un problème, quelque chose comme ça, mais la qualité animatrice qu'il y avait au début de l'éducation spécialisée née du scoutisme, née de l'église, de l'éducatif, voilà, et tout ça, tout ce côté d'animation, a disparu. Les éducateurs se trouvent paumés face à un groupe de 19 jeunes. Ils ont très peur des débordements des jeunes, ils ont très peur que finalement un lieu qui se veut de pacification de la relation des jeunes devienne un lieu où explosent des revendications qu'ils ne sauraient pas maîtriser ».

CONCLUSION



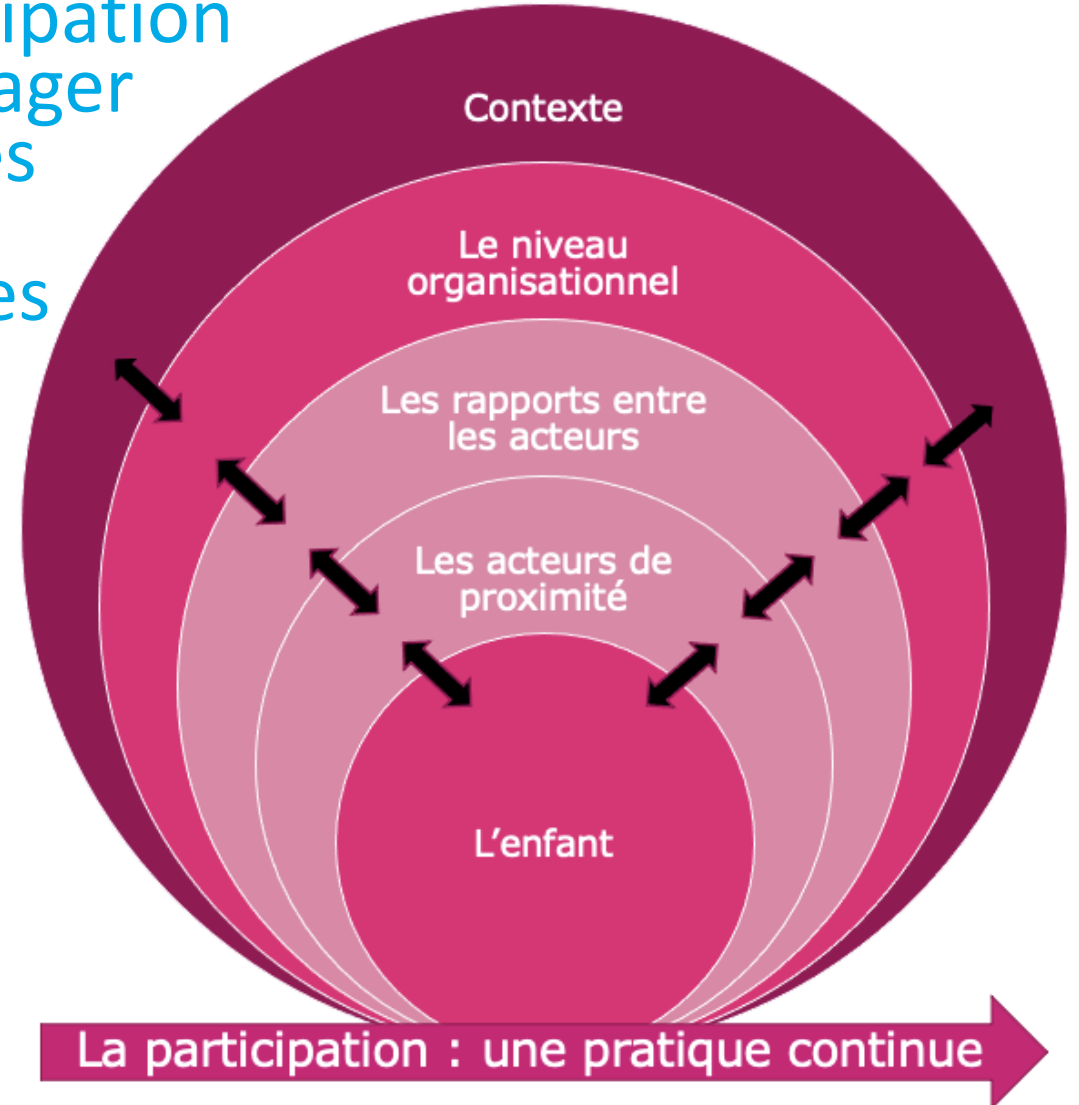
- Des espaces de participation bénéfiques pour les jeunes, leur permettant l'exercice de la citoyenneté. Un soutien dans leur transition vers la vie adulte en l'absence d'une famille soutenance.
- Leur citoyenneté n'est pas seulement socio-économique mais aussi politique.
- Ces formes d'engagement produisent des individus autonomes, parce qu'elles les dotent de supports collectifs et de ressources objectives.



CONCLUSION



La participation doit engager toutes les parties prenantes



POUR ALLER PLUS LOIN

contact: isabelle.lacroix@uvsq.fr

Chaire de recherche du Canada sur
l'évaluation des actions publiques à l'égard
des jeunes et des populations vulnérables



La participation collective des jeunes en protection de l'enfance

Une revue de littérature internationale

Isabelle Lacroix, Chercheure post-doctorale à la Chaire de recherche du Canada
sur l'évaluation des actions publiques à l'égard des jeunes et des populations
vulnérables (CRÉVAJ), École nationale d'administration publique, Montréal.

Cahier : #2016-01. CRÉVAJ. 04-2016

2016



MERCI POUR VOTRE ATTENTION



Loire

LE DÉPARTEMENT